

**Union européenne - Italie -
Allemagne - Consultations
citoyennes - Entretien de Mme
Nathalie Loiseau, ministre chargée
des affaires européennes, avec le
quotidien "Le Dauphiné Libéré"**
(Paris, 14 mars 2018)

Q - Les électeurs italiens ont mis en tête les eurosceptiques du Mouvement 5 Etoiles et de la Ligue... Sont-ils fâchés avec l'Europe ?

R - Les Italiens se sont sentis abandonnés par l'Europe dans la crise migratoire. Je ne crois pas qu'ils aient dit vouloir moins d'Europe, mais certainement souhaitent une Europe plus active et plus solidaire. D'autres réclament une Europe moins intrusive, ou agissant différemment...

Q - L'AfD, parti nationaliste de droite extrême, aujourd'hui officiellement le premier parti d'opposition d'Allemagne, ne demande pas plus d'Europe...

R - Il n'y a plus d'exception allemande en Europe par rapport à l'extrême droite. Mais ce n'est pas à la France, où un parti d'extrême droite a porté une candidate au second tour de la présidentielle, de lui donner des leçons... Le gouvernement allemand sera résolument proeuropéen, pour une Europe qu'il faut réformer. Il y a partout en Europe des insatisfactions sur la manière dont fonctionne l'Union européenne. Il est temps de donner la parole aux citoyens : quelle Europe voulez-vous ?

Q - Et s'ils répondent qu'ils veulent moins d'Europe ?

R - Je n'ai pas de réponse a priori. Par exemple, en matière de sécurité alimentaire, voulons-nous plus de normes mieux respectées à l'échelle européenne, ou en avons-nous assez des réglementations européennes ? Soit on laisse les dirigeants réformer entre eux, comme on l'a beaucoup fait, soit on donne la parole aux citoyens pour nourrir la réflexion des dirigeants. Il ne s'agit pas de parler du haut vers le bas, de vouloir "expliquer l'Europe" à des gens qui auraient mal compris... Par ces consultations citoyennes, nous voulons sortir du cercle d'une part des convaincus, qui souvent se parlent entre eux sans toucher le grand public, et d'autre part des eurosceptiques ou europhobes, qui s'attribuent la faculté de parler au nom du peuple."

Q - Ces consultations sont-elles une manière d'éviter tout référendum sur l'Europe ?

R - Un grand nombre de chantiers sont ouverts pour refonder l'Europe. Certains nécessiteront des changements de pratique, d'autres des adaptations législatives. Il est aussi possible que

certaines nécessitent à terme un changement de traité, ce qui en France suppose un référendum. Nous ne le savons pas encore. Mais penser qu'on peut savoir ce que veulent les Européens par référendum, c'est accepter de traiter d'une question complexe par une réponse binaire - oui ou non. Des députés britanniques m'ont récemment dit qu'ils regrettaient n'avoir pas organisé ce genre de consultations avant le référendum sur le Brexit. Il faut, partout en France et partout en Europe, aller au fond des choses, surtout ne pas se contenter d'un slogan simpliste ou simplet sur l'avenir de l'Union./.